



**LISTE DES OBJETS ET  
DES COMMISSIONS NOMMEES**  
**N° 7 – 19 NOVEMBRE 2020**  
(Année 2020 – 2021)

DEPARTEMENT DE LA FORMATION, DE LA JEUNESSE ET DE LA CULTURE

1. (Rap\_676211) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Julien Eggenberger et consorts – « Faciliter la poursuite des études pour les étudiant-e-s avec statut de réfugié et leur accès aux Hautes écoles »

**Commission N° 20\_327**

**Présidente** : Anne Baehler Bech (VER),

**PLR** : Christine Chevalley, Nicolas Croci Torti,

**SOC** : Julien Eggenberger, Sylvie Pittet Blanchette,

**UDC** : Alette Rey-Marion,

**EP** : Hadrien Buclin.

**Séance : Vendredi 5 février 2021, de 14h00 à 16h00, Salle du Bicentenaire, Place du Château 6, à Lausanne**

DEPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SECURITE

2. (LEG\_690449) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 7'027'000.- pour financer la modernisation du système d'information des subventions (SIS) pour l'ACV

**Commission thématique des systèmes d'information**

**Séance : Mardi 12 janvier 2021, de 17h15 à 19h00, Salle du Bicentenaire, Place du Château 6, à Lausanne**

3. (RAP\_684092) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts - Macro et micro-plastique dans le Léman, des mesures à prendre dans les meilleurs délais !

**Commission N° 20\_328**

**Président** : Sergei Aschwanden (PLR),

**PLR** : Pierre Volet,

**SOC** : Cédric Echenard,

**UDC** : Werner Riesen,

**VER** : Olivier Epars,

**V'L** : Cloé Pointet,

**EP** : Céline Misiego.

**Séance : Lundi 8 mars 2021, de 14h00 à 16h00, Salle du Bicentenaire, Place du Château 6, à Lausanne**

DEPARTEMENT DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE

4. (20\_LEG\_80) Exposé des motifs et projet de décret permettant au Conseil d'Etat d'accorder la garantie de l'Etat de Vaud à l'Hôpital Riviera-Chablais Vaud-Valais (HRC) pour l'emprunt bancaire de CHF 52.65 millions contracté pour financer les coûts complémentaires liés à la construction de son dispositif hospitalier et autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à la version modifiée de la convention intercantonale sur l'HRC.

**Commission interparlementaire HRC Vaud-Valais**

**Séance : Vendredi 27 novembre 2020, de 14h00 à 18h00, Amphithéâtre du Centre hospitalier de Rennaz, Route du Vieux-Séquoia 20, 1847 Rennaz**

5. (20\_MOT\_8) Motion Julien Cuérel et consorts - Pour une loi cantonale relative aux droits des personnes en situation de handicap et

(20\_MOT\_9) Motion Arnaud Bouverat et consorts - Pour une mise en œuvre de la CDPH dans le Canton de Vaud et pour une loi sur l'intégration des personnes handicapées qui porte bien son nom.

**Commission N° 20\_329**

**Président** : Philippe Vuillemin (PLR),  
**PLR** : Carole Dubois, Eric Sonnay,  
**SOC** : Arnaud Bouverat, Cendrine Cachemaille,  
**UDC** : Julien Cuérel, Jean-Marc Sordet,  
**VER** : Anne-Laure Métraux-Botteron, Léonard Studer.

**Séance : Lundi 18 janvier 2021, de 13h30 à 16h30, Salle du Bicentenaire, Place du Château 6, à Lausanne**

6. (20\_POS\_12) Postulat Julien Eggenberger et consorts - Randonner sans obstacles !

**Commission thématique liées aux transports et à la mobilité (+ Julien Eggenberger)**

**Séance : Jeudi 25 mars 2021, de 14h00 à 17h00, Salle Plénière, rue Cité-Devant 13, à Lausanne**

7. (20\_POS\_15) Postulat Claire Attinger Doepper et consorts - La distribution de cabas alimentaires ne résout pas tous les problèmes des personnes touchées par la précarité

**Commission thématique de la politique familiale**

**Séance : Vendredi 5 février 2021, de 9h00 à 11h00, Buvette du Parlement, rue Cité-Devant 13, à Lausanne**

**DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE, DE L'INNOVATION ET DU SPORT**

8. (RAP\_659737) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le Postulat Jean-Marc Nicolet et consorts - Le rucher vaudois dans la tourmente : de nouveaux moyens pour le suivi et le contrôle, dare-dare !

**Commission N° 20\_330**

**Présidente** : Muriel Thalmann (SOC),

**PLR** : Jean-Rémy Chevalley, Laurence Creteigny, Bernard Nicod,

**SOC** : Alexandre Rydlo,

**UDC** : Cédric Weissert,

**VER** : Jean-Marc Nicolet.

**Séance : Lundi 18 janvier 2021, de 10h00 à 12h00, Salle du Bicentenaire, Place du Château 6, à Lausanne**

9. (20\_LEG\_72) Exposé des motifs et projet de décret modifiant le décret du 16 juin 2020 instituant une dispense d'assermentation pour les naturalisations

**Commission N° 20\_331**

**Président** : Yvan Pahud (UDC),

**PLR** : Jean-François Cachin, Aurélien Clerc,

**SOC** : Anne Sophie Betschart, Daniel Trolliet,

**VER** : Andreas Wüthrich,

**V'L** : Graziella Schaller.

**Séance : Mercredi 6 janvier 2021, de 15h00 à 17h00, Salle du Bicentenaire, Place du Château 6, à Lausanne**

10. (20\_MOT\_10) Motion Vassilis Venizelos et consorts au nom groupe des Verts - Pour des toilettes non genrées

**Commission N° 20\_332**

**Présidente** : Muriel Thalmann (SOC),

**PLR** : François Cardinaux, Marion Wahlen,

**SOC** : Muriel Cuendet Schmidt,

**UDC** : Sacha Soldini,

**VER** : Vassilis Venizelos,

**V'L** : Graziella Schaller.

**Séance : Lundi 1<sup>er</sup> février 2021, de 8h00 à 10h00, Salle Plénière, rue Cité-Devant 13, à Lausanne**

DEPARTEMENT DES FINANCES ET DES RELATIONS EXTERIEURES

11. (20\_LEG\_23) Exposé des motifs et projets de budgets

- des charges et des revenus de fonctionnement de l'Etat de Vaud pour l'année 2021
- d'investissement pour l'année 2021 et plan 2022-2025 et

Rapport du Conseil d'Etat

- sur le Programme de législature 2017-2022
- sur l'évolution à moyen terme et l'actualisation de la planification financière, des investissements et de l'endettement et

Exposés des motifs et projets de loi

- modifiant la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux (LI)
- modifiant la loi du 24 novembre 2003 sur l'organisation et le financement de la politique sociale (LOF)
- modifiant la loi du 8 avril 2014 sur le patrimoine mobilier et immatériel (LPMI)
- modifiant la loi du 13 novembre 2007 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LVPC) et la loi du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires cantonales pour familles et les prestations cantonales de la rente-pont (LPCFAM) en application de la réforme de la loi fédérale sur les prestations complémentaires AVS/AI (LPC) entrant en vigueur au 1er janvier 2021
- modifiant la loi du 25 juin 1996 d'application vaudoise de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LVLAMal)

- modifiant la loi du 1er juillet 2014 sur l'aide aux études et à la formation professionnelle (LAEF) et la loi du 24 janvier 2006 d'aide aux personnes recourant à l'action médico-sociale (LAPRAMS) suite à la pandémie de Covid-19
- modifiant la loi 23 septembre 2008 d'application de la loi fédérale sur les allocations familiales et sur des prestations cantonales en faveur de la famille (LVLAFam) ensuite de l'adaptation de la LAFam entrée en vigueur au 1er août 2020
- modifiant la loi du 12 mars 2013 sur la Cour des comptes (LCComptes)
- modifiant la loi du 20 juin 1995 organisant la Banque Cantonale Vaudoise (LBCV) et abrogeant le décret sur l'organisation de la Caisse d'Epargne Cantonale Vaudoise (DO-CECV) et

#### Exposés des motifs et projets de décret

- fixant, pour l'exercice 2021, le montant limite des nouveaux emprunts contractés par l'Etat de Vaud, ainsi que le montant limite de l'avance de trésorerie que l'Etat de Vaud peut accorder à la Centrale d'encaissement des établissements sanitaires vaudois (CEESV) et au CHUV
- fixant, pour l'exercice 2021, les montants maximaux autorisés des engagements de l'Etat par voie de prêts, de cautionnements et d'arrière-cautionnements conformément à la loi du 12 juin 2007 sur l'appui au développement économique (LADE)
- fixant, pour l'exercice 2021, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements sanitaires privés reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements dans le cadre de la LPFES
- fixant, pour l'exercice 2021, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements socio-éducatifs reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements dans le cadre de la LAIH
- fixant, pour l'exercice 2021, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des institutions socio-éducatives afin de financer leurs investissements dans le cadre de la LPRoMin
- fixant, pour l'exercice 2021, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements de pédagogie spécialisée privés reconnus afin de financer leurs investissements dans le cadre de la LPS
- modifiant le décret du 12 septembre 1994 créant un fonds pour l'acquisition de droits réels et d'immeubles de réserve (Fonds FAIR) pour augmenter le plafond de CHF 20'000'000 dans le cadre de la mise en œuvre du droit de préemption de l'Etat au sens de la loi du 10 mai 2016 sur la préservation du parc locatif
- accordant une subvention annuelle en faveur d'un fonds « Santé et sécurité des travailleurs » dans le secteur de la construction vaudoise géré par les partenaires sociaux et

#### Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil

- sur la motion Pierre-Yves Rapaz et consorts – Moratoire sur la facture sociale aux chiffres connus de 2018 (19\_MOT\_078) et réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme

Christen et consorts – Moratoire sur la facture sociale – quel état de nécessité le Conseil d'Etat peut-il avancer pour justifier le non-respect du cadre légal ? (20\_INT\_448)

- sur la motion (transformée en postulat) Aurélien Clerc et consorts – Incitons les personnes actives à épargner pour leur retraite ! (19\_MOT\_109)
- sur le postulat Muriel Thalmann et consorts – Exonérons de l'impôt cantonal sur les chiens tous les chiens qui, à l'instar des chiens d'aveugle, améliorent la qualité de vie des personnes en situation de mobilité réduite (19\_POS\_120)
- sur le postulat Raphaël Mahaim et consorts – Pour l'équité fiscale entre couples mariés et concubins dans le Canton de Vaud (16\_POS\_167) et

#### Réponses du Conseil d'Etat

- à la résolution Alexandre Berthoud et consorts – Résolution de la commission des finances en charge de l'EMPL sur les péréquations intercommunales (LPIC) et l'EMPD fixant les modalités d'application de la loi sur les péréquations intercommunales (DLPIC) (19\_RES\_038)
- à l'interpellation Dominique-Ella Christin et consorts – Le Grand Conseil va-t-il pouvoir déterminer si le principe de « qui commande paie » s'applique à la facture sociale et décider si à l'avenir les communes vaudoises continueront à participer aux dépenses sociales cantonales ? (19\_INT\_430)
- à l'interpellation Dominique-Ella Christin et consorts – Respecter le principe d'équivalence fiscale par une reprise totale de la facture sociale par le Canton, c'est possible sans diminuer les prestations sociales ni augmenter les impôts des citoyens vaudois ! (20\_INT\_449)
- à l'interpellation Florence Gross et consorts – Le Conseil d'Etat envisage-t-il d'instaurer une égalité de traitement fiscale des sociétés indépendamment de leur forme juridique ? (20\_INT\_461)
- à l'interpellation Pierre-André Romanens et consorts – Beau temps pour les finances cantonales (20\_INT\_460)
- à l'interpellation Vassilis Venizelos et consorts – Préfinancements – un état des lieux s'impose ! (20\_INT\_508)

#### **Commission des finances**

**Séance : Traitement en cours**

12. (20\_MOT\_7) Motion Marc Vuilleumier et consorts - Rétroactifs dans les poches de l'État, pas très moral !

#### **Commission des finances (+ Marc Vuilleumier)**

**Séance : Jeudi 14 janvier 2021, de 18h30 à 19h30, Salle du Bicentenaire, Place du Château 6, à Lausanne**

Lausanne, le 2 décembre 2020

Secrétariat général du Grand Conseil

Copies :

- à M<sup>mes</sup> et MM. les Conseillères et Conseillers d'Etat
- à M. le Chancelier d'Etat
- à M<sup>me</sup> la Secrétaire générale et MM. les Secrétares généraux
- aux secrétariats des groupes politiques.